

Le Tchad, ou comment la France reste en Afrique 60 ans après l'indépendance

Le Tchad est grand comme deux fois et demi la France et il est peuplé de 4 fois moins d'habitants, à peine 17 millions. Le pays est le ou l'un des plus pauvres de la planète. L'espérance de vie est de 53 ans, vingt-huit de moins qu'en Europe. Deux grandes religions partagent le pays : l'islam au nord, avec sans doute un peu plus de 50% de la population, et le christianisme (catholique, protestants et orthodoxes) au sud, pour 35 à 40% de la population.

Le pays est traversé par une opposition importante entre le nord et le sud. Traditionnellement, le nord plus proche du désert est occupé par des nomades, essentiellement les Toubous, où l'on trouve des éleveurs. Le sud, plus proche du climat tropical, est occupé par des agriculteurs. Et il est aussi de tradition que les nomades fassent des razzias contre les agriculteurs. A cette opposition ancestrale, s'ajoute celle, bien ancienne elle aussi, sur le plan religieux.

Enfin, se surajoute, avec le développement du coton par le colonisateur français, puis la découverte du pétrole en 2003 dans le sud, un renforcement de l'opposition entre un nord qui reste miséreux et arriéré, et un sud qui bénéficie des activités productrices, même si l'essentiel des bénéfices est accaparé par les clans du pouvoir, et plus encore par les compagnies étrangères, comme les américains Exxon et Chevron pour le pétrole, qui prennent 87,5% des royalties sur le pétrole, n'en laissant que 12,5% à l'Etat tchadien.

Sur le plan géographique et international, c'est un pays enclavé, qui ne touche aucune mer et doit donc passer par l'intermédiaire de ses voisins pour le moindre de ses échanges. Ses voisins ? dans le sens des aiguilles d'une montre, au nord la Libye, à l'est le Soudan, au sud la République centrafricaine et le Cameroun, à l'ouest le Nigéria et le Niger.

Mais, depuis au moins un demi-siècle, les relations ne vont pas tant être de nature commerciale que militaires. Le Tchad va se retrouver être l'un des rares pays de la région sur lequel on peut compter trouver une armée et des soldats fiables, capables de combattre là où d'autres commencent par fuir. Des soldats qui acceptent aussi d'avoir des pertes, des tués, sans qu'il y ait d'état d'âme ou de réaction publique. Cette particularité va servir les pouvoirs en place. Mais elle va aussi être utilisée par l'ancien colonisateur, la France.

Aujourd'hui, la principale base militaire française pour l'ensemble de la zone du Sahel se trouve à Ndjamena, la capitale du Tchad. La base aérienne 172 Fort Lamy y a été créée en 1939. Le camp héberge le Quartier général de la force Barkhane, qui est censée agir contre les islamistes du Sahel. Y sont basés 4 000 soldats français et une escadrille de Mirage 2000. Cette force intervient sur un territoire aussi grand que l'Europe : Tchad, Niger, Burkina-Faso, Mauritanie et Mali.

La base de Ndjamena fait figure de commandement, et fait partie d'un ensemble de quatre bases importantes, puisque l'on trouve aussi des bases à Niamey au Niger, à Gao au Mali et à Ouagadougou au Burkina-Faso. Pour être complet, il faut ajouter à ces quatre bases principales ce que les militaires appellent des bases « avancées » : Tessalit à l'extrême nord du Mali, Faya-Largeau à l'extrême nord du Tchad, et Madama à l'extrême nord du Niger. Chacune de ces bases doit disposer d'au moins une piste d'atterrissage. Enfin, existent aussi des bases « arrière », toutes situées plus au sud, à Abidjan en Côte d'Ivoire, à Dakar au Sénégal, à Libreville au Gabon.

Le Tchad est donc au cœur d'une présence militaire de la France sur sept pays africains

Lorsque, au début des années 1960 la France accorde, d'en haut, à la plupart de ces pays, leur indépendance, elle le fait préventivement, pour éviter que des explosions trop nombreuses l'empêchent de contrôler la situation, alors même qu'elle est embourbée en Algérie dans une guerre qui ne s'achèvera qu'en 1962. Dans les pays économiquement les plus riches, comme la Côte d'Ivoire, la France avait pris soin depuis un moment déjà de favoriser une petite élite locale qu'elle avait formée. Le calcul était évidemment que celle-ci se mette en place et accepte de collaborer avec l'ancien colonisateur, qui en échange se montrerait prêt à l'aider en cas de besoin. Mais dans un pays pauvre comme le Tchad, il lui a été plus difficile de trouver une élite locale liée à ses intérêts et capable de gouverner l'Etat devenu indépendant.

Les frontières du Tchad ont été décidées par des négociations où se sont entendues les grandes puissances européennes, France, Angleterre et Allemagne en 1880. Pour prendre possession du Tchad, la France avait dû lancer trois missions militaires. La première appelée Voulet-Chanoine en 1899 commet des crimes horribles. Paul Voulet et Julien Chanoine sont deux capitaines qui avaient été considérés comme de bons éléments lors de la prise de la Haute-Volta (l'actuel Burkina Faso). Au Tchad, ils vont se comporter avec la pire des violences. Ils massacrent toute population qui ne leur donne pas les porteurs ou les vivres qu'ils exigent. Ils ont sous leurs ordres 600 soldats (des tirailleurs soudanais, des guerriers Toucouleurs et Bambaras), un canon et 200 non combattants, porteurs et femmes.

La brutalité est telle que Paris envoie un colonel de la garnison de Tombouctou et un lieutenant pour les arrêter. Ceux-ci vont découvrir des horreurs au fur et à mesure de leur avancée. Voulet va faire tirer sur le colonel, qui est tué. Chanoine et Voulet affirment alors vouloir se tailler leur empire personnel. Ils seront finalement tués par des tirailleurs mutins.

Pour effacer un peu le souvenir de cette première rencontre avec la France, on prendra quelques gants pour les prochaines missions. Ainsi, c'est à un trafiquant d'esclaves que s'en prend l'une des missions en 1900. Et cette colonisation se présente en protectrice des populations noires sédentaires de la forêt, contre les razzias des nomades toubous venus du nord.

En 1926, la France décide d'introduire au Tchad la culture du coton. Le coton y était inconnu jusque-là. Le colonisateur va obliger, par la violence, à abandonner les cultures traditionnelles qui permettent au paysan de se nourrir : le mil, le sorgho, les haricots.

500 000 paysans sont ainsi obligés de cultiver 300 000 hectares de terres consacrées au coton. Grâce à quoi, la Cotonfran, société à capitaux français, devient l'une des plus florissantes en Afrique.

L'exploitation du coton n'est pas une mince affaire. Les semences de coton une fois données au paysan, les travaux commencent sous la surveillance de conducteurs agricoles ; il faut débroussailler, semer en juin ; après les pluies, il faut démarier, procéder à plusieurs sarclages, ; en novembre, trois ramassages ; enfin, arracher et brûler les plants, pour éviter les maladies. La récolte du coton brut, non égrené, est portée à dos d'homme au centre d'égrenage de la Cotonfran, des paniers de 30 à 40 kilos. Là, le coton est trié, contrôlé, des sanctions sont imposées à ceux qui ont un coton jugé de mauvaise qualité ; le paysan est payé après un pesage qui peut facilement être truqué. En 1926, le kilo de coton non égrené est payé 1 franc français ; avec 3 kilos de coton non égrené, donc pour 3 francs environ, vous avez un kilo de coton fibre. Arrivé en France, ce même kilo est vendu au Havre à 12 francs.

Le planteur, une fois qu'il a vendu son coton, doit aller payer au chef de village 1500 francs CFA, en échange de quoi il reçoit un timbre fiscal, le prix de l'impôt. Inutile de dire que cette culture du coton, synonyme d'impôt, de pillage, de misère, est détestée par la population.

Lorsque la France se retire officiellement en 1960, et que le pays devient indépendant, pas grand-chose ne change pour ce qui est de l'exploitation du coton. Il faut toujours le cultiver de force. Simplement, les hommes de l'administration coloniale française sont remplacés par des agents du pouvoir central. Il y a tout de même un changement : la Cotonfran devient la Cotontchad. Les capitaux français sont toujours présents. Il n'est donc pas étonnant de voir le pays entrer dans une période de révoltes.

Avant l'indépendance, le principal parti d'opposition, le PPT, Parti progressiste tchadien, avait gagné une certaine sympathie en faisant campagne contre l'impôt et contre la culture forcée du coton. Mais, l'indépendance acquise, il va rallier la politique de collaboration avec la France. Et c'est dans ce parti que la France va trouver les principaux collaborateurs dont elle a besoin. Il faut dire que le fondateur même du PPT, Gabriel Lisette, d'origine guadeloupéenne, avait été administrateur sous la colonisation. Il faudra ainsi quatre gouvernements pour que réussisse à se constituer un début de pouvoir réel, avec un certain Tombalbaye.

François Tombalbaye, lui aussi membre du PPT, est un instituteur chrétien (protestant), proche de la gauche française. Opposant à Lisette, il avait été élu conseiller territorial du Moyen-Chari en 1952, puis vice-président du Grand conseil de l'AEF (Afrique équatoriale française) en 1957. Il s'appuie sur les musulmans du Nord, qui voient Lisette comme un étranger. Il est ainsi élu président de la République en 1962. Immédiatement, il décrète le PPT parti unique, et il se fait bientôt à la fois Premier ministre et ministre de plusieurs ministères à la fois.

LC premier dictateur du Tchad va garder le pouvoir quinze ans durant, jusque 1975. Pour masquer son obéissance à la France, il va prôner à un moment la « tchatitude » ; il rebaptise son prénom, se fait donc appeler Ngarta au lieu de François ; et se la joue « anti-

impérialiste » en lançant une soi-disant « grande révolution culturelle nationale ». En fait, il s'inspire de ce que fait Mobutu au Zaïre.

Aux commandes du pouvoir, Tombalbaye agit comme un chef de clan. Originaire des Saras, du Sud du pays, il va distribuer tous les postes possibles à des membres de cette communauté, dont il fait une ethnie dominante. Cela n'arrange en rien aux divisions que connaît le pays. La langue sara, par exemple, est incomprise de 70% de la population.

De 1968 à 1972, période où la rébellion du Frolinat (Front de libération nationale du Tchad) menace y compris de prendre la capitale Ndjamena, ce sont les soldats français, au nombre de 2500, qui ratissent le nord, le centre et l'est du pays, pour contenir la rébellion. Ils incendient les rares végétations, ils comblent les puits, ils massacrent les troupeaux. La stratégie est la même que l'on a connue en Algérie : obliger les populations à émigrer autour des villes, où il est plus facile de les contrôler.

Mais en 1972, Tombalbaye fait un calcul qui ne convient plus aux intérêts français. En effet, comme les rébellions tchadiennes, utilisent la Libye à l'ouest et le Soudan à l'Est pour se replier et se renforcer, il décide de s'allier au Soudan et à la Libye pour qu'ils cessent de soutenir les rébellions.

Qui sont ces rebelles ? Au départ, ce sont tout simplement des regroupements de paysans qui ne supportent plus l'impôt et l'exploitation quasi forcée qui leurs sont demandées. Car Tombalbaye veut aussi faire payer l'impôt aux nomades musulmans du Nord. Ce sont des intellectuels qui vont inciter au regroupement d'un certain nombre de rébellions, qui éclatent régulièrement dans le Centre et dans l'Est. Ils ont été membres de l'Union nationale tchadienne, elle-même est un parti issu du Mouvement socialiste africain. La mode est au socialisme. En 1966, ils se regroupent donc avec le FLT, Front de libération tchadien, dont le dirigeant Ahmed Moussa commande 300 combattants. C'est ce regroupement qui donne naissance au Frolinat, Front de libération nationale du Tchad en 1966.

En 1968, les Toubous du Nord, qui sont également en rébellion depuis de longues années, se proclament eux aussi du Frolinat. Lorsque le Centre et l'Est se font massacrer par Tombalbaye, le FLT se retire du Frolinat. Il ralliera ensuite le nouveau pouvoir du général Malloum, en 1975. Ce ne sera pas une exception, le Frolinat va connaître divers ralliements au pouvoir de Ndjamena. Le plus notoire sera celui de Hissen Habré, qui deviendra préfet de Malloum.

Tombalbaye aura beau réussir à mater un temps les rébellions, il ne tiendra pas bien longtemps une fois perdu le soutien de la France. Il est isolé. Lorsqu'un coup d'Etat survient en 1975, la France joue sur son successeur. Tombalbaye est renversé. Evidemment, le nouveau chef du pouvoir, le général Malloum, annonce qu'il va restaurer la « démocratie et la justice sociale ». Mais il annonce aussitôt qu'il garde toutes les relations avec la France. Pire, alors que la production de coton était de 150 000 tonnes, il décide qu'elle doit désormais passer à 250 000 tonnes.

Pour la France, en ces années 1970, le Tchad représente un point important dans sa stratégie post coloniale. Il est situé géographiquement au cœur de l'Afrique. Les avions basés à Ndjamena peuvent rallier assez vite n'importe quel pays d'Afrique centrale, et l'ensemble des anciens pays colonisés en Afrique. Surtout, le fait que c'est un Etat faible, pétri de contradictions, en proie à des rébellion récurrentes et aux noms multiples – nous allons le voir -, peut aussi être un atout. Il ne coûtera pas cher, en effet, d'apporter une aide à un pouvoir fragile. On peut même le rendre totalement dépendant de cette aide française. En échange de quoi la France s'assure de la pérennité de ce qui va devenir pour elle une base militaire de premier plan.

Depuis des décennies maintenant, le Tchad est classé comme l'un des pays les plus pauvres du monde. Certes, aujourd'hui, la France ne pille pas directement le Tchad des rares ressources dont il peut disposer. Mais c'est son attitude envers les castes au pouvoir qui contribue à maintenir le pays et sa population dans cet état de pauvreté lamentable.

La situation du Tchad est de ce point de vue si choquante que la Banque mondiale, lorsqu'elle accorde un prêt au gouvernement tchadien pour lancer l'exploitation du pétrole découvert en 2003, mettra comme condition que l'exploitation du pétrole devra être utilisée à 80% pour les services publics, l'éducation, la santé ou l'eau, et à 5% pour l'Etat tchadien.

Idriss Déby avait passé avec la Banque mondiale en 1999 un accord « historique » pour la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun, qui devait transporter le pétrole tchadien de Doba jusqu'au port de Kribi (Cameroun, sur 1070 km. C'était la première fois que la Banque mondiale apportait son aide financière (4,2 milliards de dollars) à un projet qui relevait du secteur privé (ExxonMobil, en l'occurrence) et, d'autre part, la première fois aussi qu'elle imposait une contrepartie « sociale » à l'Etat tchadien. Ainsi celui-ci s'engageait-il à consacrer 85 % des royalties issues de l'exploitation pétrolière de Doba (2,5 milliards de dollars sur 25 ans) à des investissements dans l'éducation, la santé, l'eau potable et les infrastructures routières dans les régions d'extraction et celles traversées par le pipe-line. Les 15 % restants pouvaient être affectés au budget de l'Etat.

Mais la réalité va être exactement l'inverse. Peu après la mise en service effective de l'oléoduc (2003), Idriss Déby modifie la répartition au motif qu'il rencontre des problèmes de trésorerie. Et, finalement, il consacra l'essentiel de ces nouvelles ressources à renforcer ses forces armées en matériel, en hommes et en formations militaires, afin de faire face aux incessantes attaques de rebelles qui menaçaient régulièrement son régime.

La conséquence, dénoncée par de nombreuses ONG, fut que les populations concernées ont été privées de l'encadrement social qu'elles pouvaient avoir espéré. En revanche, l'armée tchadienne devint rapidement la mieux équipée et la mieux aguerrie pour affronter à la fois les rébellions internes mais aussi les menaces terroristes autour du lac Tchad et dans toute la bande sahélienne. D'une certaine manière, le G5 Sahel en touche les dividendes aujourd'hui...

Mais cela n'a pas empêché les rébellions de se renouveler. Année après année, elles n'attendaient que la saison sèche, la saison des pluies, de mai-juin à octobre, rendant quasi-inaccessible toute la moitié sud du pays, N'Djaména compris. Et la France a continué à venir sauver les gouvernants à chaque fois qu'une rébellion les a menacés.

Ainsi, depuis soixante ans, des rébellions menacent régulièrement le régime, le régime appelle la France au secours ; la France lance ses avions de guerre, écarte la menace, rassure le pouvoir. Le pouvoir dit Merci la France, et la France dit merci le Tchad. Rien ne change, les rares productions du pays vont dans les poches des dirigeants et de l'armée. Les paysans restent dans la misère, et la misère permet à de nouveaux chefs de recruter des rébellions. Les rébellions menacent le régime, qui appelle la France à l'aide, etc.

Une telle relation, qui fait que l'Etat a besoin de maintenir une armée en permanence pour sa survie, une armée qui vit donc de l'essentiel des impôts ponctionnés sur une population déjà très pauvre, et qui a donc en même temps besoin de l'appui de l'impérialisme, cette relation ne peut qu'engendrer la dictature à l'intérieur et la soumission à la puissance qu'est la France, à l'extérieur. La France n'a pas besoin de se choisir son dictateur, la situation suffit à l'engendrer.

Le général Malloum va rester au pouvoir 4 années. Lui aussi est inquiet par les fameux rebelles. Alors que le Frolinat contrôle près de la moitié nord du pays en 1978, c'est Giscard d'Estaing à Paris qui donne l'ordre aux troupes françaises d'intervenir. Mais à partir de 1979, les conflits de pouvoir deviennent aigus à la tête du Tchad. Deux hommes vont mener un bras de fer, s'alliant et se rebellant à tour de rôle : Hissène Habré et Goukouni Oueddeï.

Tous deux ont été des opposants du temps de Tombalbaye. Mais en même temps, ils sont aussi rivaux. Oueddeï a dirigé les FAP (Forces armées populaires), avec le soutien de la Libye de Khadafi. C'est cette rébellion qui a enlevé l'ethnologue française Françoise Claustre, détenue de 1974 à 1977. Oueddeï fera exécuter le commandant Galopin, l'émissaire français venu négocier sa libération et celle d'autres Européens. Après cela, il ne risque pas d'être bien vu de la France. Hissène Habré, lui, a dirigé les Forces armées du Nord, avec le soutien de son côté du Soudan.

On pouvait s'y attendre, la France, et derrière elle les Etats-Unis, soutiennent Hissène Habré. Soutenir l'un des candidats au pouvoir, voilà un autre moyen pour l'impérialisme d'être à peu près sûr que le service lui sera rendu une fois l'élé de son choix installé.

Hissène Habré est à la tête d'un nouveau coup d'Etat, qui prend donc le pouvoir à Oueddeï. C'est un Arabe du Nord, qui fait partie des Toubou. Il a fait des études à l'IEP de Paris, l'actuel Sciences Po. Il lit Che Guevara ou Frantz Fanon. Après ses études, en 1972, il rejoint le Frolinat. Il monte, comme on l'a vu, les Forces armées nationales du Tchad. Il sera Premier ministre de Malloum en 1978. Il renverse donc Oueddeï en 1982.

Oueddeï se retire dans le nord du Tchad, où il trouve l'aide de la Libye. La Libye en profite pour agir pour son propre compte, commence par annexer la bande d'Aouzou dans le nord du Tchad, puis continue de descendre. Les Etats-Unis et surtout la France vont

intervenir pour stopper cette avancée. Côté français, c'est l'opération Epervier de 1986. Elle succède à l'opération Manta 1983-1984, déclenchée pour les mêmes raisons. Elle sera suivie par l'opération Barkhane en 2014, toujours en cours aujourd'hui.

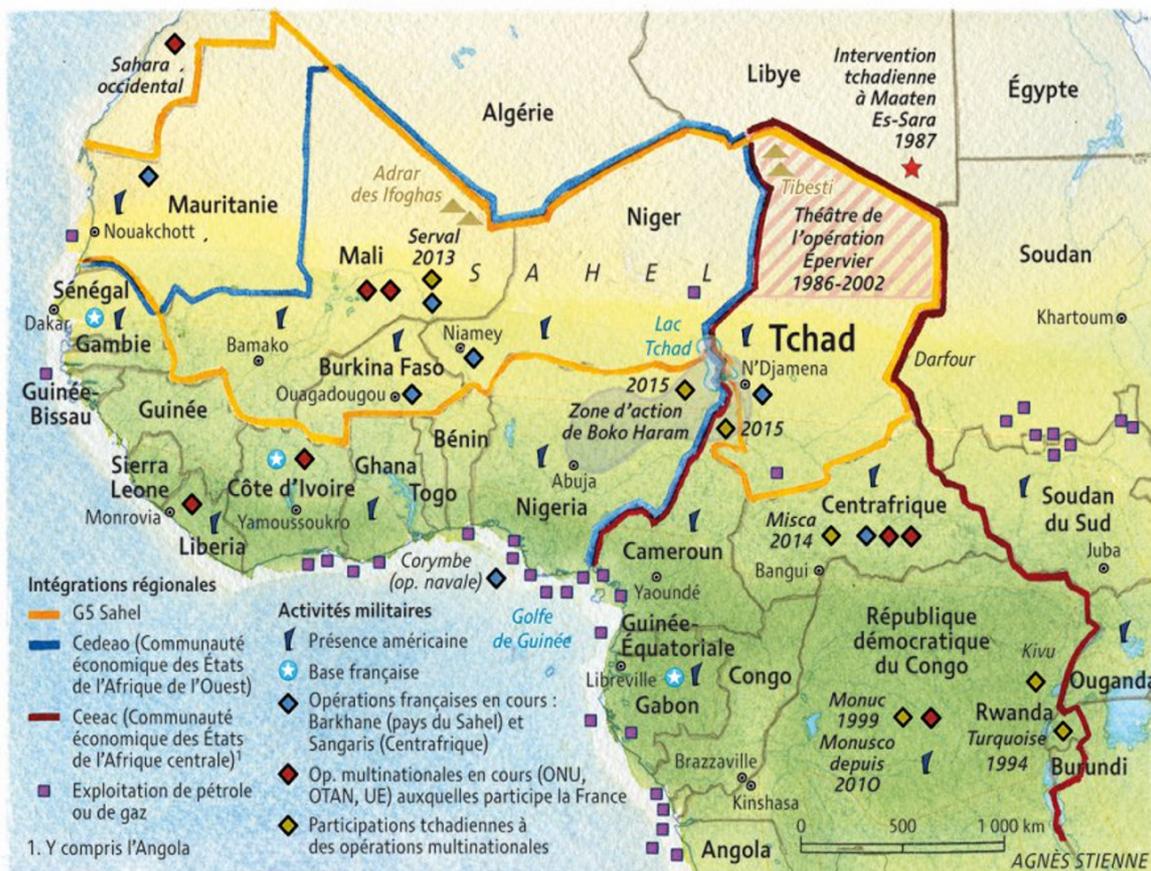
Dans cette bataille qui oppose le camp occidental au camp soviétique, guerre froide oblige, un chef de guerre, Idriss Déby, est particulièrement remarqué. Lorsque la Libye de Kadhafi, alliée de l'URSS, pénètre au Tchad, les Tchadiens vont répliquer aux blindés libyens et aux avions soviétiques par des charges menées sur des petits pick-ups. Ils ont, certes, le soutien des Etats-Unis, ainsi que de la France et ses avions Jaguar. Mais sur le terrain, au sol, Déby saura se montrer indispensable, l'emportant sur les Libyens.

Comme l'écrira le journal Le Monde : « Sous son commandement, nulle autre armée de la région hormis la sienne n'a pu projeter sur un théâtre d'action extérieure. Dernièrement, à la demande d'Emmanuel Macron, il venait de déployer 1200 soldats dans la zone des "trois frontières" (Mali, Burkina Faso, Niger), fief de l'organisation Etat islamique au Grand Sahara. »

Officiellement, bien entendu, quand la France intervient, c'est pour protéger ses ressortissants. Il y a aussi un accord militaire entre la France et le Tchad : elle apporte à son armée formation, ravitaillement, carburant, transport. En réalité, la France combat vraiment. Contre la Libye, elle déploie sur le terrain le 21^e régiment d'infanterie de Marine. Elle abat un Tupolev libyen venu bombarder l'aérodrome de Ndjamena. Et les parachutistes du 8^e RPIMA interviennent à Abéché et Ndjamena. La Légion sera également engagée. La Libye se voit obligée de reculer.

Si l'on récapitule les interventions militaires françaises au Tchad, à ce moment, nous avons ce tableau :

- 1968/1972 participation à la lutte contre la rébellion au Tibesti, menée par Hissène Habré
- 1975 : Malloum demande le retrait des troupes françaises, toujours là, donc.
- 1976 : avec Chirac, accord de coopération militaire et retour progressif des troupes françaises
- juin 1977 : intervention française, en soutien à Malloum
- avril 1978 : intervention française, en soutien à Malloum
- février 1979 : intervention française, en soutien à Habré
- février 1980 : 1200 militaires français sont encore présents ; évacuation en mai 1980
- août 1983/novembre 1984 : opération Manta (3000 hommes) pour soutenir Habré
- 1986-1987 : opérations françaises contre la Libye, opération Epervier
- janvier 1989 : dispositif Epervier allégé
- décembre 1990 : utilisation du dispositif Epervier (2500 hommes avec avions et missiles) en soutien à Idriss Déby
- janvier 1992 renforts français contre rebelles



Sources : ministère français de la défense ; www.troupesdemarine.org ; Nick Turse, The Intercept, octobre 2015 ; Oil and Gas Infrastructure.

Le Tchad concurrence le Liban pour ce qui est du nombre de victimes militaires françaises : avec 158 soldats français morts depuis 1968 dans ce pays. C'est que le Tchad est, pour les puissances impérialistes, un domino extrêmement important pour le contrôle de la région. Si vous avez une carte sous les yeux, vous remarquez que c'est un pays au cœur d'une série de problèmes. Au nord, vous avez la Libye avec tous ces groupes incontrôlés nés du renversement de Kadhafi par l'armée française, très bien armés, ils ne ratent pas une occasion de franchir la frontière. Vous avez à l'est le Soudan avec la guerre du Darfour, qui a poussé jusqu'à l'intérieur des frontières du Tchad plus de 300 000 réfugiés. Au sud, vous avez le Centrafrique (voir l'encadré page 11) qui a également poussé à l'intérieur des frontières tchadiennes plus de 100 000 réfugiés. À l'ouest, vous avez Boko Haram qui ravage le nord-est du Nigeria et menace le Tchad avec des groupes armés. Là encore, des centaines, des dizaines de milliers de réfugiés viennent se mettre à l'abri à l'intérieur des frontières du Tchad. Une déstabilisation du Tchad entraînerait donc une cascade de mouvements imprévisibles.

A cette situation d'Etat quasiment le plus pauvre du monde mais servant de base stratégique à l'une des puissances impérialistes, Idriss Déby va ajouter une autre caractéristique : il va faire de son armée un atout militaire sur le terrain, à la disposition de la puissance impériale. Et cet atout, il va également chercher à l'utiliser pour ses propres calculs, en particulier avec le Centrafrique. Avec Idriss Déby, le Tchad va devenir le pays qui peut vous fournir les rares combattants fiables et efficaces. Les seuls aussi que l'on peut

envoyer, au gré des alliances ou des retournements diplomatiques, à l'extérieur, servir une cause souhaitée par le pouvoir qui les commande.

Qui est Idriss Déby et comment est-il arrivé au pouvoir ? Déby est musulman ; fils d'un berger pauvre, il fait partie du groupe ethnique zaghawa, qui vit à cheval entre le centre du Tchad et l'ouest du Soudan, le Darfour. Les Zaghawa sont proches des Toubous. Après avoir obtenu son baccalauréat, Déby entre à l'école d'officiers de Ndjamen, puis obtient une licence de pilote en France. Il soutient Malloum jusqu'à sa chute. Puis il collabore avec Hissène Habré dans sa bataille contre Oueddeï. Habré le nomme commandant en chef des Forces armées du Nord. En 1985, Déby vient en France, où il suit les cours de l'Ecole de guerre interarmées.

Fin des années 1980, la relation de Idriss Déby avec Hissène Habré se détériore. Une des raisons en est que la police politique de Habré persécute les Zaghawas, la communauté de Déby. En 1989, Idriss Déby, avec deux cousins, tente un coup d'Etat, qui échoue. Il s'enfuit, d'abord au Soudan de l'islamiste Omar Al-Bachir, puis il passe dans la Libye de Kadhafi. Il réussit à se faire des alliés des deux dictateurs. De retour au Soudan il y crée le MPS (Mouvement patriotique du salut).

Ayant disposé du soutien des Etats-Unis, Hissène Habré fait l'erreur de croire qu'il n'a plus besoin de la France, et il lui tourne le dos. Grosse erreur ! Il suffit à la France d'attendre la prochaine tentative contre lui pour retrouver sa place. Fin 1990, le directeur général de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), Claude Silberzahn fait le choix d'Idriss Déby. Il convainc le président François Mitterrand de ce choix contre Hissène Habré. C'est à Paris que l'on décide qui doit diriger le Tchad.

En décembre 1990, Idriss Déby a donc à la fois le soutien de la Libye, du Soudan et celui de la France qui lui apporte ses services de renseignements. Grâce à quoi ses forces peuvent entrer dans Ndjamen, d'où elles chassent Hissène Habré, qui se réfugie au Sénégal. Habré sera poursuivi pour crimes contre l'humanité, en raison de ses actes au Tchad. Déby, lui, se fait élire une première fois en 1996. C'est lui qui va lancer les travaux de construction de l'oléoduc qui doit, en le reliant à un port du Cameroun, permettre au pétrole découvert au Tchad de sortir du pays.

En mai 2005, une fois encore, les forces rebelles sont sur le point de prendre la capitale, profitant de l'absence momentanée de Déby, alors en Guinée équatoriale. Une fois encore, la France sauve la mise en le ramenant à temps à Ndjamen. En 2006, les rebelles du FUC (Front uni pour le changement) entrent dans Ndjamen. Il suffira que les soldats français tirent un coup de semonce pour qu'ils se retirent. Aucune rébellion n'est de taille à affronter la France directement.

Dans les combats, Idriss Deby aime à se montrer en première ligne. En 2008, il monte au front contre une offensive rebelle, à Massaguet. Dans l'affrontement, ses hommes le perdent pendant un temps, on le croit mort. Les rebelles arrivent dans Ndjamen. Sarkozy lui propose de l'exfiltrer, en clair de le sortir du pays. Pas question pour lui de faire comme Hissène Habré. Il organise la défense de la présidence, dont il fait un poste de

commandement, tout en gardant quand même une ligne téléphonique directe avec Paris, et un officier français à ses côtés. La France va le réapprovisionner en munitions.

Bref, le mécanisme qui relie la France au Tchad marche à merveille. Et lorsque, comme on l'a vu un moment avec Habré, un des dictateurs ne collabore pas avec suffisamment de bonne volonté, il suffit à la France de le délaissier pour qu'il tombe, et il se trouve quelqu'un de plus accommodant pour le remplacer.

Idriss Déby, comme Tombalbaye l'avait fait en son temps, va placer à tous les postes de pouvoir des gens de sa communauté ethnique. Tombalbaye avait placé des chrétiens sara. Hissène Habré installe des musulmans zaghawa. Tous les cadres de l'armée sont des zaghawas. Et bien évidemment, c'est un motif de plus pour renouveler les rébellions, au sud cette fois.

Mais des rébellions se forment même au sein des Zaghawas. C'est peut-être même parmi sa communauté qu'Idriss Déby a ses ennemis les plus dangereux. En tout cas, c'est son neveu, Timan Erdimi, qui organise en juin 2019 une colonne d'attaque qui vient du sud de la Libye. Bien sûr, la France la bombarde, alors qu'elle est train de longer la frontière avec le Soudan. Il se dit que l'armée tchadienne, elle, n'aurait peut-être pas accepté de tirer sur des éléments de sa propre communauté. La France l'a compris, et a pris les devants.

Le grand tournant guerrier du Tchad et d'Idriss Déby chef de guerre date de 2013. En janvier de cette année, Idriss Déby ose jouer cette fois dans la cour des grands : il se fait l'allié direct de la France, en envoyant ses soldats combattre les groupes djihadistes dans le nord du Mali. En faisant cela, celui qui était jusque-là un allié secondaire, devient quelqu'un d'important, un allié de l'Occident dans sa « guerre contre le terrorisme ». Les soldats de Déby participent donc à l'opération française Serval, menée sous la présidence de François Hollande. Il s'agit de repousser les islamistes qui ont pris l'Azawad, le nord du Mali, et menacent d'aller sur Bamako. Les Tchadiens sont alors les seuls alliés de la France sur le terrain. Six avions Rafale et cinq avions Mirage basés à Ndjamenas sont envoyés à Bamako et vont participer à l'opération. Des drones basés au Niger sont également utilisés. Et un avion radar Awacs est envoyé depuis le Sénégal. L'opération mobilise aussi un porte-hélicoptères envoyé de Toulon.

Le Tchad, lui, a envoyé plusieurs milliers d'hommes, à terre. La France va gagner la bataille, mais certainement pas la guerre. Les islamistes, non seulement vont se disperser, mais ils vont recruter et se développer maintenant sur un territoire gigantesque.

Idriss Déby, voyant à quel point la présence de ses soldats a été appréciée, comprend qu'il a un atout entre les mains. Lorsqu'elle est utilisée, une armée africaine a une image bien différente de celle que peut avoir une armée occidentale. Elle n'a pas un lourd passé colonial, et pas non plus d'accointances avec les multiples entreprises françaises, qui brillent de mille feux dans les villes africaines, et rappellent à quel point cette France riche vit bien de ses liens avec le pays pauvre.

LE TCHAD ET LA CENTRAFRIQUE

Au début des années 2000, Idriss Déby a des relations tendues avec son voisin du sud, le Centrafrique d'Ange-Félix Patassé. Idriss Déby offre donc à François Bozizé, chef d'état-major en fuite de l'armée centrafricaine, un soutien militaire et diplomatique. Ce qui va lui permettre de prendre la capitale Bangui le 15 mars 2003, avec des troupes auto-désignées « les libérateurs ». François Bozizé entre dans Bangui avec 1 600 hommes, en grande majorité des Tchadiens, ou des Centrafricains arabophones ayant une ascendance tchadienne.

Pendant près d'une dizaine d'années, de 2003 à 2012, N'Djaména va assurer un soutien sécuritaire multiforme au président François Bozizé. Sa garde personnelle est assurée par 80 militaires tchadiens, issus de l'ethnie zaghawa (celle du président Idriss Déby), et par quelques ex-« libérateurs ». À partir de 2005, alors que des rébellions se forment dans le Nord de la Centrafrique, l'armée tchadienne soutient ponctuellement l'armée centrafricaine dans la contre-insurrection dans le Nord de la Centrafrique, notamment pour couper leurs liens avec les insurrections tchadiennes.

Puis, c'est le retournement. Changement de calcul : à partir de 2012, N'Djaména lâche François Bozizé, car il est incapable de stabiliser la zone frontalière du Tchad., celle qui produit le pétrole. A l'échelle mondiale, les 140 000 barils par jour sont une quantité négligeable, mais pour le Tchad misérable, cela représente 20% du PIB, une ressource qui permet de maintenir l'armée opérationnelle.

Le Centrafrique est alors en pleine guerre civile. Le Tchad envoie officiellement ses troupes pour s'interposer. Mais il en profite pour soutenir la rébellion, une coalition religieuse musulmane, la Séléka, qui veut en finir avec Bozizé. Idriss Déby pense qu'en soutenant une option musulmane, il lui sera plus facile d'influer sur la situation, ce qui lui avait réussi au Tchad lors de son arrivée au pouvoir.

La Séléka entre donc dans Bangui. Mais les nouvelles autorités vont provoquer des exactions si insupportables, essentiellement contre les Chrétiens, que ceux-ci vont mettre en place des milices, les anti-balaka, qui s'en prennent aux musulmans, et surtout aux Tchadiens. La France mène alors l'opération Sangaris (décembre 2013 - octobre 2016), qui aboutit à la chute de la Séléka. N'Djaména est obligé de prendre ses distances.

Si l'on fait le bilan, depuis que la France s'est dégagée du Centrafrique, à la fin des années 1990, sous un couvert ou sous un autre, l'armée tchadienne est là : MISAB en 1997-1998 (Mission interafricaine de surveillance de l'application des Accords de Bangui), MINURCA en 1998-2000 (Mission des Nations unies en République centrafricaine), FOMUC en 2002-2008 (Force multinationale de la CEMAC), FOMAC en 2008-2013 (Force multinationale des États d'Afrique centrale) et MISCA en 2013-2014 (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine).

La manœuvre type de l'armée tchadienne est héritée des vieilles traditions de razzias du début du siècle : bandits, rebelles ou soldats procèdent tous de la même manière : ils visent des biens ou du bétail, coupent les routes lancent une razzia. Il s'agit moins de tuer

que de faire fuir et se servir. Dans sa version la plus moderne, la razzia s'opère à l'aide de pick-ups, chargés d'hommes avec des armes légères.

En 2013, la technique du rezzou est utilisée en République centrafricaine par les « libérateurs » et la Séléka. Ces derniers mettent à sac le pays, transportant les biens par des convois de plusieurs centaines de véhicules vers le Tchad, vers le Soudan et le Nord-Est de la Centrafrique. Des témoins évoquent alors l'étonnant « développement » du Nord-Est centrafricain et le gonflement des marchés à N'Djaména et à Nyala... Ces pillages massifs et coordonnés ont visé les biens privés et les infrastructures collectives (argent liquide, véhicules, machines, essence, bâtiments publics, religieux, d'entreprises et d'ONG). À côté de ces grandes razzias épisodiques, d'autres, de moindre ampleur, sont organisées de manière récurrente dans le nord de la Centrafrique.

Mais en 2014, le contingent tchadien doit se retirer de la MISCA, suite à ses interventions très contestées. Depuis la fin de l'opération Sangaris, c'est une force onusienne de 12 000 hommes qui a été déployée en République Centrafricaine.

En 2015, Idriss Déby envoie ses troupes, cette fois, contre Boko Haram. « Boko Haram » veut dire « l'éducation occidentale est un péché ». C'est une organisation islamiste qui s'est développée depuis longtemps au Nigeria. L'attitude des soldats tchadiens est d'autant plus remarquée que les militaires nigériens, eux, ne savent que s'enfuir devant les attaques de Boko Haram. Ils sont 2500 qui sont déployés, soutenus par des hélicoptères de combat Mi-24, des appareils soviétiques.

En 2018, Idriss Deby s'octroie les pleins pouvoirs. Il supprime le poste de Premier ministre qui permettait de faire vaguement croire à un partage du pouvoir entre le nord et le sud ; il enlève tout pouvoir à la Chambre des députés. La dictature et les magouilles sont énormes au fil des élections où il se fait élire et réélire pendant trente années de suite, à tel point que la France se retrouve maintenant seule à ne pas dénoncer son régime.

En 2019, une fois encore, les avions de chasse français attaquent une colonne rebelle venue de Libye. La France prétend qu'elle s'en prend à des djihadistes. Gros mensonge, qui risque d'ailleurs de se renouveler. Il suffit désormais que des rebelles soient musulmans pour que l'on justifie l'intervention militaire par le terme d'« islamiste » ou de « terroriste ». En fait, la colonne en question était sous le drapeau de l'UFR (Union des forces de la résistance), et surtout dirigée par un cousin du président Idriss Déby. La France craignait que des officiers de haut rang à Ndjaména n'en profitent pour faire un coup d'Etat ou ne rejoignent la rébellion. Preuve en tout cas que personne n'est certain même de l'unité de l'armée tchadienne

En mars 2021, Idriss Déby a eu envie de se remettre à jouer lui-même aux guerriers contre une nième rébellion, après dix années où il a laissé ses troupes dans l'action sans lui. Mais il est tué. Toujours avec ses hommes sur des pick-ups Toyota, Déby allait cette fois contrer une rébellion venue du sud libyen, le FACT (le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad).

Dès l'annonce de sa mort, le président Macron se rend à Ndjamena. Par sa présence, Macron donne son absolution au fils de Déby, Mahamat Idriss Déby, un général de 37 ans. Pas un mot de critique sur le fait que ce soit l'armée qui a pris le pouvoir, sous le nom de CMT, Comité militaire de transition, formé de 15 généraux, et ce pour 18 mois renouvelables, en clair au moins trois ans.

Au Tchad, tout le petit monde politique et de pouvoir est en ébullition, mais il n'y a pas de grand parti d'opposition. C'est que chacun a le souvenir de cet homme politique respecté, Ibni Oumar Mahamat Saleh, qui avait été enlevé par des militaires en 2008, et n'est jamais réapparu. Dans l'immédiat, c'est la peur qui semble prédominer. Peur des exactions des militaires, peur de ne pas savoir quel est la réalité du pouvoir en place que représente le CMT, peur de l'attitude de la France, peur de trop d'inconnues.

Un groupement, le GRAAL (Groupe d'action pour l'alternance au Tchad), a appelé « les forces vives du pays à sortir massivement » vendredi 23 avril. Un groupe rebelle, l'UFCJ a lancé « un vibrant appel à toutes les forces vives de la nation de s'unir afin de bouter hors du Tchad le régime crépusculaire ». Il a ajouté souhaiter attaquer la capitale avec le FACT, Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, responsable de la blessure mortelle d'Idriss Déby. De son côté, la Conférence épiscopale des évêques du Tchad, a appelé les « belligérants à déclarer unilatéralement un cessez-le-feu ».

On peut en être certain, la France rêve de maintenir le mécanisme terrible qui maintient la population tchadienne dans la misère, la pousse à se rebeller, à se heurter à une armée qui avale à elle seule 40% de budget de l'Etat, et qui n'en a pas moins besoin de l'armée française, pour le ravitaillement, les munitions, les transmissions, et autres informations.

Mais rien ne garantit que cela fonctionne encore. Rien ne garantit que le fils Déby s'aligne sur la France. On ne sait d'ailleurs pas s'il n'est pas une simple marionnette aux mains de certains généraux. Pire, le groupe rebelle FACT qui a réussi à éliminer Déby et qui est venu du sud de la Libye, a sans doute bénéficié là-bas des appuis de l'homme fort de cette région libyenne, le général Haftar. La France avait un temps soutenu discrètement Haftar, contre le pouvoir de Tripoli. Mais Haftar a aussi fait venir des mercenaires de la compagnie de sécurité russe Wagner. Si jamais le FACT devait réussir à prendre Ndjamena, Paris craint une implantation de l'influence russe dans la région, qui serait à ses yeux un échec de grande ampleur.

Le FACT a annoncé s'être replié après avoir tué Déby. Fin avril, son chef, Mahamat Mahdi Ali se trouvait à une centaine de kilomètres de la capitale. Il a expliqué au journal Le Monde que puisque le gouvernement et le Parlement avaient été dissous par le CMT, il ne reconnaissait pas cette autorité et qu'il irait prendre Ndjamena.

En face, l'armée tchadienne a beau avoir une belle réputation d'ardeur au combat, elle est actuellement éparpillée, entre le Tchad, le Centrafrique et diverses régions du vaste territoire tchadien. L'idée peut venir à un commandant ou un autre de vouloir jouer son propre jeu.

A la télévision française, quelques images de protestataires contre le nouveau régime militaire nous montrent un slogan qu'on entend aussi dans d'autres pays africains, comme au Sénégal récemment, et que nous reprenons : « France dégage ! ».

18 mai 2021